

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 22 Novembre 2025 N° 521 PRIX : 100 FCFA

**POUR METTRE FIN À L'EXPLOITATION,
LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !**



- **Sommaire au verso**
-



Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

Pour mettre fin à l'exploitation,
le pouvoir aux travailleurs !

Pages 3-8 Côte d'Ivoire :

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

▶ Travailleurs en lutte chez
ecoti-sa

Un accident de travail prévisible

▶ Témoignage d'un seigneur
d'hévéas

▶ SN-AVECI : mort pour le profit
capitaliste !

LEUR SOCIÉTÉ

▶ Vers une reprise massive des
déguerpissements ?

▶ Un salaire minimum à 350
mille francs ?

▶ À bas le capitalisme !

▶ Une ministre qui insulte les
enseignants

▶ Insalubrité, manque d'eau
potable, famine...

▶ Accueil de réfugiés maliens en
côte d'Ivoire : plus de discours
que d'actes

DANS LE MONDE :

Pages 8-9 Mali :

La population face à la violence
des bandes armées et à la dicta-
ture militaire

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement
en espèces ou en timbre-poste cou-
rant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT- LO
BP 20029
93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

POUR METTRE FIN À L'EXPLOITATION, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Après leur comédie électorale pour élire un Président, le même cinéma continue avec les élections législatives qui se tiendront au mois de décembre. Quelques centaines de candidats se bousculent à la mangeoire pour se disputer 255 postes de députés bien lucratifs, payé 60 fois le salaire d'un ouvrier ! Les gagnants seront généralement ceux qui bénéficient d'une implantation ethnique dans la région convoitée, et surtout ceux qui possèdent un bon paquet d'argent pour acheter, distribuer et corrompre.

Quelle que soit l'issue d'une telle élection, les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire car tous ces politiciens, ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition, n'ont rien à voir avec nos préoccupations. Ils font partie du même vivier puant dans lequel la grande bourgeoisie pêche son personnel politique, pour ne pas dire ses domestiques politiques. Elle renouvelle de temps en temps ses serviteurs pour donner aux populations pauvres l'illusion d'un changement.

Ces changements se font par des voies plus ou moins démocratiques dans les pays riches disposant d'assez de moyens. Mais dans les pays pauvres dont la Côte d'Ivoire fait partie, il n'y a que des simulacres d'élection quand ce n'est pas des coups d'état militaire comme c'est régulièrement le cas au Burkina Faso, au Mali, en Guinée, au Niger, pour ne citer que les pays de l'Afrique de l'Ouest. Mais, qu'ils soient civils ou galonnés, les dirigeants de nos pays ne sont en fin de compte que des « *grilleurs d'arachides* » au service des intérêts capitalistes.

Le vrai pouvoir est entre les mains de la classe sociale qui domine l'économie, c'est-à-dire la grande bourgeoisie. C'est elle qui détient les moyens de production, les banques, le grand commerce, l'agro-industrie, etc. C'est elle qui décide de ce qu'elle veut produire et vendre, sans tenir compte des besoins de l'écrasante majorité de la population. Les travailleurs ne représentent pour elle que des esclaves salariés, tout justes bons à être exploités et à produire des richesses dont ils ne profiteront jamais.

Il arrive que la population pauvre se révolte et mette en cause le pouvoir en place, comme ce fut le cas tout dernièrement à Madagascar, où le Président en poste a été délogé avec un coup de pied au derrière par les populations pauvres fatiguées qu'elles étaient de supporter cette misère, de ne pas avoir, par exemple, accès à l'eau et à l'électricité pendant que la minorité riche ne manquait de rien et continuait de se gaver en pillant l'économie du pays !

Ce genre de révoltes, les riches ne peuvent pas l'éviter du fait de leur rapacité, leur prédation sans limite. Tôt ou tard, elle éclatera aussi en Côte d'Ivoire car les travailleurs et la population pauvre vivent finalement les mêmes réalités, la même exploitation féroce, le même mépris du pouvoir et de la bourgeoisie locale. Mais si ces révoltes se limitent à mettre Paul à la place de Pierre, un civil ou pire, un militaire, comme c'est le cas à Madagascar, ce ne sera qu'un changement de façade. Le problème des exploités qui aspirent à un véritable changement est donc posé ici.

Toute l'histoire de l'humanité, depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe, se résume à l'histoire des luttes de classes : la lutte des opprimés contre les oppresseurs. Ces luttes sont souterraines jusqu'au jour où les opprimés décident eux-mêmes de se débarrasser de leurs chaînes - visibles ou invisibles - qui les attachent à leur servitude ! Alors, le jour de la révolte sonne, les changements qui étaient impossibles deviennent possibles. C'est ainsi que l'histoire des hommes fait son chemin depuis des siècles.

De nos jours, ce sont les travailleurs, femmes et hommes, dans les usines, le bâtiment, les hôpitaux, les écoles, les bureaux, le port, le transport, etc. qui constituent la classe sociale exploitée, ce sont eux qui sont à la base de la production de

toutes les richesses. Sans leur travail, aucune économie ne peut fonctionner, et cela à l'échelle du monde entier ! Mais ce n'est pas une condition suffisante pour changer profondément l'ordre social même si la révolte éclate.

Ce qui manque aujourd'hui aux travailleurs, pour prendre eux-mêmes leur destin en main, c'est d'avoir la conscience claire d'appartenir à une même et unique classe sociale par-delà les frontières, quelle que soit son travail, sa corporation, son ethnie, sa nationalité, sa religion ou sa couleur de peau. C'est en tant que tels qu'ils doivent se constituer dès maintenant en une force organisée dans chaque pays, dans le but de prendre le pouvoir le jour venu et être en capacité d'exproprier les capitalistes. Sans cette conscience et sans leur organisation révolutionnaire, aucun changement véritable n'est possible pour les pauvres.

Ce qui est à l'ordre du jour pour les travailleurs, c'est donc de construire cette organisation, c'est-à-dire un parti communiste révolutionnaire et internationaliste. C'est fort d'une telle organisation qu'ils pourront demain renverser la bourgeoisie et mettre fin à l'esclavage salarié ! Les travailleurs pourront alors s'atteler à la construction d'une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme et conduire l'humanité vers le communisme, vers une société où toute injustice sera bannie !

Le quotidien des travailleurs

TRAVAILLEURS EN LUTTE CHEZ ECOTI-SA



Ecoti-Sa est une entreprise de balayage de rues et de ramassage des ordures ménagères. Les travailleurs de cette entreprise ont bruyamment bloqué la route du zoo où se situe l'un de leurs principaux sites. Ils

ont voulu ainsi attiré l'attention des passants et des autorités sur leurs nombreuses revendications : augmentation de salaire, congés payés, visite médicale régulière, couverture médicale, équipements de sécurité, droit de s'organiser en syndicat. Dans cette entreprise, même les balais et les chaussures de sécurité sont à la charge des travailleurs ! Le patron se moque vraiment de ses employés.

Depuis longtemps, les travailleurs ont entrepris toutes sortes de démarches auprès de la direction, en vain. Alors, les travailleurs ont décidé de sortir dans la rue pour

manifester leur colère. Certes ils ont repris le travail sans avoir fait plier la direction, mais ils sont fiers de s'être organisés pour se faire ainsi entendre. Ils ont le sentiment

UN ACCIDENT DE TRAVAIL PRÉVISIBLE



Top chef, Chipsy et cracky, des articles fabriqués par Nutri

Dans la nuit du dimanche 2 novembre, un travailleur a été victime d'un accident de travail dans l'usine agro-alimentaire Nutri située dans la zone industrielle de Yopougon. Il a perdu ses doigts, broyés par une machine.

Cet accident n'a rien d'un hasard, c'est le résultat d'une surcharge de travail imposée par la direction. En effet, cet ouvrier a été convoqué par la direction pour effectuer des heures supplémentaires. Comment alors s'étonner qu'un accident se produise dans un tel état de fatigue ?

Cette nuit-là, l'infirmierie était fermée et il n'y avait pas d'ambulance. C'est ainsi que les travailleurs se sont improvisés en secouristes pour lui venir en aide, en le retirant de la machine et en posant un garrot pour limiter l'hémorragie. Il a fallu ensuite trouver un véhicule en pleine nuit pour l'évacuer à l'hôpital. Après une longue attente, on a fini par trouver un taxi et ce

TEMOIGNAGE D'UN SAIGNEUR D'HEVEAS



Un ouvrier saigneur dans une plantation d'hévéas

de tenir le bon bout et ont l'intention d'aller jusqu'au bout de leur lutte pour obtenir satisfaction.

sont les collègues de travail qui ont cotisé pour payer les frais de transport.

Le lendemain, à la reprise, lorsque la nouvelle de l'accident s'est répandue, ce fut l'indignation et la colère chez les travailleurs. Une délégation a été formée pour s'expliquer avec la direction.

Dans une telle usine où travaillent plusieurs centaines de travailleurs, il devrait y avoir une infirmerie avec un médecin de permanence. Mais au lieu de cela, l'usine ne dispose que d'une infirmerie qui ne mérite pas ce nom. Le médecin n'y est présent que deux fois par semaine durant deux heures ! De plus, les travailleurs n'ont même pas une assurance maladie.

Face à la colère des travailleurs, la direction a promis une prise en charge du collègue accidenté. Il a été déclaré à la CNPS mais comme la grande majorité des travailleurs, il est jusqu'à ce jour en statut de journalier malgré ses trois ans d'ancienneté.

Les conditions de travail chez Nutri n'ont rien d'exceptionnelles, ce sont les mêmes que celles de la majorité des entreprises parce que les patrons n'ont que faire de la santé et sécurité des travailleurs. La seule chose qui les intéresse c'est leurs profits...jusqu'à ce que les travailleurs disent « non » à leur système.

« Depuis 2018 je travaille à la SAPH (Société Africaine de Plantations d'Hévéas) dans la région de Gagnoa. C'est une filiale du groupe SIFCA. Dans ses grandes plantations elle emploie beaucoup d'ouvriers agricoles. Je suis saigneur, mon travail consiste à faire la saignée des arbres à caoutchouc pour en extraire la résine. Nos journées commencent tôt avant

le levé du soleil et finissent souvent tard par la collette et la pesée de la resine récoltée.

Au cours du mois de novembre 2023, pendant le travail, j'ai commencé par perdre l'usage des bras. J'ai alerté mes collègues qui m'ont conduit au dispensaire de l'entreprise. Par la suite, la paralysie s'est étendue aussi à mes membres inférieurs. J'ai été victime d'un AVC avec une perte de mobilité des pieds et des bras.

Dès le départ, l'entreprise m'a orienté vers la CNPS pour mes soins. Une fois là-bas, je n'ai eu aucune assistance de la SAPH bien que la maladie soit survenue au cours du travail et que je sois en CDI. Pendant plus d'un an qu'a duré la maladie et la convalescence, mon entreprise ne m'a pas versé de salaire.

Aujourd'hui, après une période de rééducation dans les structures de la CNPS, j'ai retrouvé l'usage de mes membres. J'ai repris le chemin du boulot. Le médecin traitant a conseillé un changement de

poste, pour éviter une rechute, mais la direction fait la sourde oreille. Pour le moment donc, je n'ai plus vraiment de poste. Je fais acte de présence, et je suis employé à de petites tâches. Cela se ressent fortement sur mon revenu mensuel. Avant que je tombe malade, mon salaire mensuel de base étais de 75.000 F mais grace aux primes de rendement j'arrivais à gagner entre 280 et 300 mille francs par mois.

Aujourd'hui quand l'entreprise retire les prêts que j'ai contractés pendant le traitement de mon mal, c'est entre 25 et 50 mille francs que je perçois chaque mois. Après avoir abimé ma santé à faire du rendement, l'entreprise refuse de me donner le mimum pour survivre et me pousse plutôt vers la démission. C'est revoltant ! ».

Cette situation révoltante, ce sont tous les travailleurs qui la vivent, qu'ils soient dans le bâtiment, dans l'industrie ou dans le secteur agricole. Dès qu'un travailleur est usé par l'exploitation et la maladie, il est jété comme un vieux chiffon !

SN-AVECI : MORT POUR LE PROFIT CAPITALISTE !

Sn-Aveci est une entreprise de construction de bâtiment de haut standing. Elle emploie un millier de travailleurs dont les conditions de travail sont loin d'être du « *haut standing* ».

Le 10 novembre, un ouvrier est mort sur le chantier de Danga à Cocody. Il s'est rendu au travail très tôt le matin malgré son état de santé qui demandait des soins. Il a eu un malaise et a commencé à vomir du sang jusqu'à ce qu'il s'écroule et meurt sur place. Avec leur salaire de misère, les travailleurs n'ont pas les moyens de se soigner, ni même de s'absenter. Toute journée manquée est une journée perdue pour le travailleur.

C'est en exploitant de cette façon que les capitalistes tirent le maximum de profit de l'exploitation des travailleurs. Que leur importe que certains y laissent leur vie ! Rappelons que même pour avoir de simples boîtes à pharmacie, il a fallu que les travailleurs ont dû faire grève pour que la direction les mette à disposition. Et encore, cela n'a même pas été fait sur tous les chantiers.

Cette entreprise est à l'image du système capitaliste qui mène une guerre sociale à l'ensemble du monde du travail pour garantir ses profits.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Leur société

VERS UNE REPRISE MASSIVE DES DÉGUERPISSEMENTS ?

Un document évoquant une vaste opération de déguerpissements dans la ville d'Abidjan a fait le tour des réseaux sociaux récemment. Selon ce document, de nouveaux déguerpissements auront lieu à partir du mois de mars 2026 et toucheront à peu près toutes les communes de la ville.



Démolition d'un quartier d'Abidjan

Devant l'inquiétude et la colère créées par cette information, les responsables du district d'Abidjan se sont empressés d'annoncer un démenti, mais qui peut

UN SALAIRE MINIMUM À 350 MILLE FRANCS ?

Sur les réseaux sociaux, il y a un reportage où on demande aux gens : « *Combien faut-il à une famille pour vivre à Abidjan* » ? Les intervenants les plus modestes parlent d'un minimum de 350 mille francs, en incluant le logement, le transport, la nourriture, les soins, la scolarité et autres dépenses.

Sachant que le salaire minimum officiel d'un travailleur aujourd'hui à Abidjan est de 75 mille francs auquel s'ajoute une prime de transport de 30 mille francs, on est loin des 350 mille francs. Sans compter

À BAS LE CAPITALISME !

Dans un rapport récent de l'ONG internationale Oxfam (Oxford Committee for Relief Famine), une organisation non gouvernementale, les grandes sociétés capitalistes de 19 pays les plus avancés du monde ont engrangé en un an, 2 200 milliards de dollars. À elle seule, cette somme permettrait d'éradiquer la pauvreté dans le monde puisque le coût annuel pour sortir de la

croire ces gens-là ? L'année dernière, sur une liste de 170 quartiers à détruire, 30% l'ont été effectivement. Ensuite, le gouvernement a suspendu les déguerpissements à l'approche de l'élection présidentielle. Mais son objectif n'a pas changé, il veut chasser les populations pauvres loin dans la périphérie d'Abidjan. Rien d'étonnant donc que les autorités reviennent à la charge et reprennent les opérations de déguerpissement pour livrer les terrains les plus intéressants aux promoteurs immobiliers.

Seule une mobilisation massive des travailleurs et des populations pauvres peut les freiner dans leur politique. Les travailleurs et les populations pauvres ont le droit à un logement décent, mais pour obtenir ce droit légitime comme tant d'autres droits élémentaires, il faudra une large mobilisation.

que beaucoup de travailleurs ne touchent même pas le minimum légal et qu'un grand nombre est au chômage.

Un salaire qui permette aux travailleurs de vivre décemment, c'est le minimum que la société leur doit quand on sait que ce sont eux les travailleurs qui produisent toutes les richesses que les riches accaparent. La logique du capitalisme c'est en effet de gaver la minorité exploiteuse sur le dos de la grande majorité.

pauvreté les 3,8 milliards de personnes est estimé à 1 650 milliards de dollars.

Ces sommes faramineuses que les capitalistes amassent ne sortent pas de nulle part. C'est le fruit de l'exploitation des travailleurs et du pillage des ressources du monde entier.

La société capitaliste dispose largement de moyens pour mettre fin aux fléaux qui gangrènent le monde tels que la faim, la pauvreté, le chômage etc. Le problème, c'est le système capitalisme dans lequel une poi-

gnée d'individus concentrent entre leurs mains l'essentiel des richesses et des moyens de productions, laissant végéter dans la misère l'écrasante majorité de la population.

UNE MINISTRE QUI INSULTE LES ENSEIGNANTS

Ce Jeudi 20 Novembre lors d'une cérémonie de remise de matériel aux enseignants des écoles publiques, la ministre a dit ceci : « *Quand on vous équipe, c'est pour soulager les parents, pas pour leur imposer des frais complémentaires, etc.* ». À l'entendre, les enseignants sont des racketteurs. Ce sont des propos méprisants à l'égard de ceux qui font ce qu'ils peuvent pour enseigner les enfants des classes populaires avec un salaire de misère et avec les moyens dérisoires que l'État met à leur disposition.

Dans de nombreux établissements, les toi-

lettes n'existent que de nom ou n'existent tout simplement pas. Cela oblige des élèves à aller dans des toilettes privées où ils déboursent 50 à 100f à chaque fois. Les imprimantes et photocopieuses ne fonctionnent pas dans certains établissements par manque d'électricité et même de matériel.

Alors, autant dire que cette ministre est très mal placée pour indexer les enseignants, elle dont on ne sait quel travail elle effectue à part ponctionner un gros salaire sur le budget public.

INSALUBRITÉ, MANQUE D'EAU POTABLE, FAMINE...

A l'occasion de la « *journée mondiale des toilettes* », on apprend que 3,4 milliards sur les 8 milliards d'habitants de cette terre n'ont pas accès à des services d'assainissement dignes de ce nom. 1.000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque jour de cette situation dans le monde ; 2 milliards d'habitants n'ont pas accès à l'eau potable ; 318 millions de personnes vivent dans une situation de famine, etc. La société regorge de riches, mais les gens crèvent !

En Côte d'Ivoire, dans le milieu rural, il n'y a ni assainissement, ni WC ! La majorité des villageois défèquent dans la nature. Dans les écoles publiques, c'est la même chose. Même la situation dans les quartiers

pauvres à Abidjan n'est pas si différente. Tant que ce sont les enfants des pauvres qui en crèvent, où est le problème pour les riches qui dirigent cette société ?

Les travailleurs dans les usines, le bâtiment, les hôpitaux, les écoles, eux qui sont à la base de la production, eux qui font fonctionner la société, mangent-ils à leur faim ? Se soignent-ils comme ils le devraient ? Bien sûr que non ! Ils produisent les richesses, mais ni eux, ni les populations pauvres n'y ont accès.

Les maux dont souffrent les populations pauvres ne sont pas le résultat d'une fatalité mais du fonctionnement capitaliste de la société.

ACCUEIL DE RÉFUGIÉS MALIENS EN CÔTE D'IVOIRE : PLUS DE DISCOURS QUE D'ACTES

Fuyant la violence des affrontements entre les bandes armées islamistes et l'armée malienne, des villageois maliens sont venus chercher refuge en Côte d'Ivoire, notamment dans la région de Tengrela. Selon le

gouvernement, ils seraient au nombre de 1500 actuellement.

Dans les villages frontaliers, les réfugiés sont pour le moment à la charge des villa-

geois, qui font preuve d'une grande solidarité malgré leurs moyens dérisoires. Qu'en sera-t-il si la situation s'aggrave au Mali ?

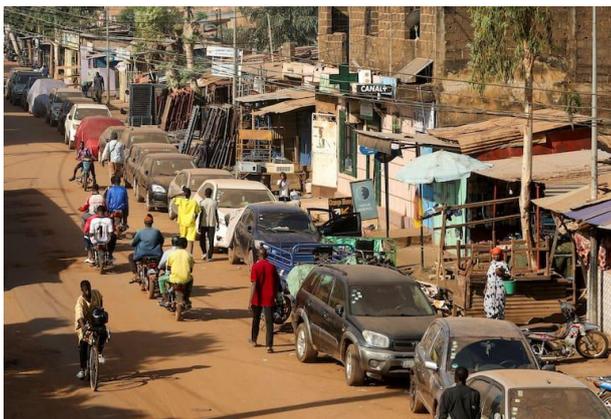
Dans le monde

MALI :

LA POPULATION FACE À LA VIOLENCE DES BANDES ARMÉES ET À LA DICTATURE MILITAIRE

Depuis le début du mois de septembre 2025, le Mali est confronté à une série d'attaques des groupes armés islamistes liés à Al-Qaida et à l'organisation État islamique (EI). En bloquant les camions-citernes venant des ports pétroliers du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, ils veulent créer un chaos dans les grandes villes du Mali, particulièrement dans la capitale.

Les stations essence sont désespérément vides, véhicules et motos font de longues queues pour recevoir quelques litres, certains y passent la nuit en espérant l'arrivée hypothétique d'un camion-citerne. Les bandes armées sèment la terreur et n'hésitent pas à tirer sur les conducteurs et leurs apprentis. Les syndicats des chauffeurs routiers déplorent des morts, ils ont alerté plusieurs fois les autorités politiques et demandé la protection des forces armées mais n'ont eu aucun soutien. Aujourd'hui ils réclament des indemnisations pour les familles ayant perdu un des leurs.



31 octobre 2025. De nombreuses voitures sont à l'arrêt dans une rue de Bamako à cause de la pénurie de carburant. (Photo REUTERS - Stringer)

Ce n'est qu'au bout de plusieurs semaines que le gouvernement a détaché des soldats pour sécuriser les convois de camions-citernes. Quelques rares d'entre eux arrivent ainsi à ravitailler les stations mais

Du côté des autorités ivoiriennes, rien n'est fait pour soulager les villageois et les réfugiés, elles sont juste-là pour faire des discours !

c'est loin d'être suffisant par rapport aux besoins.

Ce blocus a de lourdes conséquences sur la vie des habitants. L'essence se vend au marché noir à des prix très élevés. Le prix des transports a doublé, qu'il s'agisse de transports collectifs ou de motos-taxis, à tel point que de nombreux habitants renoncent à se déplacer. Toute l'économie en est désorganisée. Les entreprises et les services publics ne fonctionnent plus, les écoles ont fermé pendant deux semaines à Bamako faute d'enseignants et d'élèves. Dans l'ensemble du pays, ce sont 2 000 écoles sur un total de 9 000 qui n'accueillent plus les élèves.

Dans les marchés populaires de Bamako, les denrées alimentaires de bases se font rares et les prix montent. Les légumes qui viennent habituellement de la banlieue de Bamako ont presque disparu des étals faute de moyens de transport mais aussi à cause du fait que les moteurs qui servent à pomper l'eau du fleuve pour arroser les plantations ne fonctionnent plus faute de carburant.

Même si la pénurie ne touche pas toutes les denrées, les grands commerçants profitent de la situation en augmentant leurs marges. Pour les petites gens qui, même en temps ordinaire, ne parviennent pas à joindre les deux bouts, cette situation est un drame. Ce n'est pas le cas des privilégiés du régime et de la minorité riche qui, même s'ils sont gênés par cette pénurie de carburant qui perturbe le fonctionnement de leur administration et de leurs affaires, ils ne risquent pas de crever de faim !

Les représentants du gouvernement ainsi que les médias qui les soutiennent préfèrent nier la réalité. Ainsi, le ministre ma-

lien des Affaires étrangères a assuré qu'« *il n'y a pas de blocus* » mais de simples « *perturbations* » de l'approvisionnement de carburant. Un autre ministre, celui des Affaires religieuses, a déclaré que « *cette crise est en grande partie fabriquée et instrumentalisée par certains pays occidentaux* ». Selon lui le gouvernement contrôle l'intégralité du territoire national. Certains médias proches du pouvoir ont affirmé que « *les bastions djihadistes tombent les uns après les autres, de Kidal à Ménaka* » et que ceux qui pensent que le Mali est en train de devenir une sorte d'« *Afghanistan africain* », sont des « *antipatriotes* » qui s'adonnent à de la « *manipulation et de la désinformation* ».

Pendant ce temps le gouvernement d'Assimi Goïta continue de traquer les opposants à son régime. Certains sont déjà en prison, d'autres sont obligés de quitter le pays. Il a fait aussi le nettoyage dans son propre camp. C'est ainsi que onze officiers, dont deux généraux, des Forces armées maliennes (Fama), accusés d'avoir participé à un projet de « *déstabilisation des institutions de la République* », ont été récemment radiés.

Plus de trois ans après son arrivée au pouvoir, Assimi Goïta parle de moins en moins de sa promesse de rendre le pouvoir aux civils après une période de « *transition* » au bout de laquelle il organiserait une élection. Rappelons qu'en 2022, lorsqu'il a mis fin au régime dictatorial et corrompu de l'ex président IBK inféodé à l'impérialisme français, son coup d'État a été accueilli avec enthousiasme par la population malienne, mais celle-ci a largement eu le temps de réaliser que le régime de transition « *provisoire* » d'Assimi Goïta a tout l'air d'une « *transition à vie* » !

Aujourd'hui comme hier sous le gouvernement d'IBK, les populations de certaines

régions éloignées de la capitale sont prises en étau entre l'armée malienne qui les accuse de collaborer avec les islamistes terroristes et ces derniers qui les accusent d'être du côté de l'armée malienne. Pour échapper à la violence des premiers et des seconds, plusieurs centaines de villageois ont été contraints de traverser les frontières et trouver refuge en Mauritanie, Côte d'Ivoire ou au Sénégal. Les conditions dans lesquelles ils se trouvent sont dramatiques car ils manquent de tout et en plus ils sont suspectés par les autorités des pays d'accueil d'introduire des partisans des groupes terroristes sur leur territoire, ce qui aggrave leurs conditions.

Les travailleurs, les petits paysans et tous ceux qui souffrent de la dégradation de leurs conditions de vie, du chômage, des bas salaires, de la cherté de la vie, de la corruption qui gangrène l'appareil d'État et son administration, et qui sont obligés de se taire pour échapper à la répression, ne peuvent compter que sur eux même, sur leurs mobilisations et leur détermination pour avoir une vie meilleure. Il existe des politiciens qui s'opposent au pouvoir d'Assimi Goïta et qui prétendent offrir une alternative à la population. Pour le moment, ils n'ont pas pignon sur rue et se font tout petit. Ils attendent qu'une éventuelle explosion de colère mette en difficulté le régime d'Assimi Goïta pour se hisser au pouvoir. Mais, que ses opposants soient des galonnés ou des civils, islamistes ou non, les travailleurs doivent s'en méfier comme de la peste. Depuis l'indépendance, en 1960, plusieurs de leurs semblables se sont succédé et ont imposé leur dictature, le sort de la population n'a fait qu'empirer. Seule la lutte des travailleurs des villes et des campagnes, organisés indépendamment des partis bourgeois, peut offrir une véritable alternative à l'ensemble de la population pauvre.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.